

Réponse d'Eutelsat à la consultation publique de l'ARCEP sur « L'attribution d'une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société OneWeb Limited pour un réseau ouvert au public du services fixe par satellite et pour fournir des services de communications pour des stations terriennes en mouvement (ESIM) »

Issy-les-Moulineaux, le 22 septembre 2022

L'opérateur satellitaire Eutelsat apprécie que l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ARCEP) lui permette de commenter la possibilité d'octroi d'une autorisation d'utilisation de fréquences (AUF) en faveur de la société OneWeb Limited (ci-après, « OneWeb ») afin de fournir des services de connectivité sur le territoire français.

Question n° 1 : Quelles sont vos observations sur ce projet d'autorisation d'utilisation de fréquences ?

Coexistence du système satellitaire de OneWeb avec d'autres réseaux à satellites

Les problématiques de coexistence entre réseaux à satellite sont réglementées et gérées par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT). Dans les bandes de fréquence en question, les règles de l'UIT demandent aux systèmes satellitaires non-géostationnaires de protéger les systèmes géostationnaires, mais également les systèmes non-géostationnaires ayant une date de réception antérieure à l'UIT.

Eutelsat remercie l'ARCEP d'avoir précisé dans le projet d'AUF que OneWeb est tenue de respecter les règles définies par l'UIT, dont l'article 22 du Règlement des Radiocommunications qui prévoit que dans les bandes 10,7-12,7 GHz (sens espace vers Terre) et 14.0-14,5 GHz (sens Terre vers espace) « les systèmes à satellites non géostationnaires ne doivent pas causer de brouillages inacceptables aux réseaux à satellite géostationnaire du service fixe par satellite et du service de radiodiffusion par satellite fonctionnant conformément aux dispositions du présent Règlement et [...] ne doivent pas demander à bénéficier d'une protection vis-à-vis de ces réseaux. ». Cet article quantifie les niveaux de puissance à respecter par les systèmes à satellites non géostationnaires afin d'éviter les brouillages inacceptables envers les réseaux à satellite géostationnaire. Or Eutelsat opère de nombreux satellites géostationnaires fonctionnant dans les bandes 10,7-12,7 GHz (sens espace vers Terre) et 14.0-14,5 GHz (sens Terre vers espace).

Eutelsat souhaite rappeler par ailleurs qu'une AUF ne peut remplacer les règles de coexistence de l'UIT applicables entre réseaux à satellites non-géostationnaires. Ainsi, une AUF délivrée à OneWeb pour un réseau à satellite en France ne peut pas remettre en cause l'obligation de OneWeb et d'autres titulaires d'AUF de se conformer à leurs obligations vis-à-vis de l'UIT. En l'absence d'accord de coordination entre OneWeb et un autre titulaire d'AUF, au vu de l'antériorité du réseau L5 de

OneWeb, l'autre titulaire d'AUF ne devra pas causer de brouillage inacceptable au réseau de OneWeb en bande Ku, ni demander de protection vis-à-vis de celui-ci.

Concurrence

La possibilité pour OneWeb de déployer des terminaux utilisateurs sur le territoire français permettra de diversifier les acteurs fournissant des services de connectivité à partir de satellites en orbite basse, et contribuera donc à un renforcement de la concurrence, améliorant ainsi la qualité de service auprès des consommateurs.

Périmètre des consultations publiques

Eutelsat voudrait souligner que le Code des Postes et des Communications Electroniques, au V de l'article L. 32-1, ne prévoit une consultation publique que lorsque la mesure qu'il est envisagé d'adopter a une incidence importante sur un marché ou affecte les intérêts des utilisateurs finals. Par cohérence avec la directive (UE) 2018/1972¹, l'existence d'une possibilité de déclencher une consultation publique est révélateur du caractère ponctuel de ce mécanisme.

Une consultation publique est une mesure exceptionnelle qui ne doit être déclenchée que pour des projets exceptionnels. En ce sens, il n'apparaît pas nécessaire de soumettre de manière systématique les décisions d'AUF à cette procédure de consultation, dès lors qu'un projet de fourniture de services de connectivité par satellite voit le jour.

Eutelsat invite l'ARCEP à préciser, si cela se reproduit à l'avenir, les raisons qui la pousse à soumettre un projet d'AUF à consultation publique.

Question n° 2 : Plus généralement, quelles sont vos observations sur l'autorisation d'utilisation de fréquences en vue de fournir des services de communications pour des stations terriennes en mouvement (ESIM) et des stations terriennes à bord de navires (ESV), y compris le cas échéant par des opérateurs qui disposent aujourd'hui d'une autorisation d'utilisation de fréquences pour un réseau ouvert au public du service fixe par satellite ?

Eutelsat voudrait remercier l'ARCEP d'ouvrir la possibilité d'octroi d'AUF en vue de fournir des services de communications pour des stations terriennes en mouvement.

Les satellites sont particulièrement adaptés pour la fourniture de services de connectivité aux stations en mouvement, en étant capable de couvrir des zones peu atteignables par les réseaux terrestres, comme la mer et les airs, et en permettant à des systèmes terrestres en mouvement de communiquer à l'aide d'une seule « antenne » satellitaire.

Actuellement, de nombreuses décisions de l'ECC (Electronic Communications Committee de la Conférence des Postes et des Communications Electroniques, CEPT) harmonisent l'utilisation de

¹ DIRECTIVE (UE) 2018/1972 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 11 décembre 2018 établissant le Code des Postes et des Communications Electroniques

certaines bandes de fréquences en bande C, Ku et Ka pour les stations terriennes en mouvement, et demandent aux administrations d'exempter les terminaux de licence individuelle et de permettre leur libre circulation et utilisation.

En bande C, on peut noter :

- La décision ECC (05)09 relative à la libre circulation et utilisation de stations terriennes à bord de navires opérant dans des réseaux du service fixe par satellite dans les bandes de fréquences 5925-6425 MHz (liaison montante) et 3700-4200 MHz (liaison descendante).

En bande Ku, on peut noter :

- Les décisions ECC (05)10 et (05)11 relatives à la libre circulation et utilisation des stations à bord de navires et stations à bord d'aéronefs respectivement dans les bandes de fréquences 14.0-14.5 GHz (liaison montante), 10.7-11.7 GHz et 12.5-12.75 GHz (liaison descendante) ;
- La décision ECC (18)04 relative à l'harmonisation, l'exemption de licence individuelle et la libre circulation et utilisation des ESIM terrestres opérant avec des systèmes de satellites géostationnaires dans les bandes de fréquences 10.7-12.75 GHz (liaison descendante) et 14.0-14.5 GHz (liaison montante) ;
- La décision ECC (18)05 relative à l'harmonisation, l'exemption de licence individuelle et la libre circulation et utilisation des ESIM opérant avec des systèmes de satellites non-géostationnaires dans les bandes de fréquences 10.7-12.75 GHz (liaison descendante) et 14.0-14.5 GHz (liaison montante) ;
- La décision ECC (19)04 relative à l'harmonisation, l'exemption de licence individuelle et la libre circulation et utilisation des stations à bord d'aéronefs opérant avec des systèmes de satellites géostationnaires et non-géostationnaires dans les bandes de fréquences 12.75-13.25 GHz (liaison montante) et 10.7-12.75 GHz (liaison descendante).

En bande Ka, on peut noter :

- La décision ECC (13)01 relative à l'utilisation, la libre circulation et l'exemption de licence individuelle des stations terriennes sur des plateformes mobiles dans les bandes de fréquences disponibles pour les stations non-coordonnées du service fixe par satellite dans les plages 17.3-20.2 GHz et 27.5-30 GHz ;
- La décision ECC (15)04 relative à l'harmonisation, la libre circulation et l'exemption de licence individuelle des stations terriennes sur des plateformes mobiles opérant avec les systèmes à satellite non-géostationnaires du service fixe par satellite dans les bandes de fréquences 17.3-20.2 GHz, 27.5-29.1 GHz et 29.5-30 GHz.

La délivrance par l'ARCEP d'une AUF couvrant l'utilisation de fréquences par des stations terriennes en mouvement sur tout le territoire sur lequel l'ARCEP est affectataire permettrait à la France de s'aligner avec les décisions présentées ci-dessus en exemptant de licence individuelle les terminaux en mouvement.

Eutelsat soutient la mise en œuvre de ce type d'AUF pour les stations terriennes en mouvement communiquant avec des satellites géostationnaires dans la bande C pour les stations à bord de

navires, et avec des satellites géostationnaires et non-géostationnaires en bande Ku et Ka pour tout type d'ESIM (maritime, aéronautique, terrestre). Eutelsat invite l'ARCEP à préciser si tous ces cas de figure pourraient faire l'objet d'une AUF exemptant les terminaux en mouvement de licence individuelle.

Dans l'optique de faciliter l'accès au marché et ainsi favoriser le développement des services de connectivité pour des systèmes en mouvement, Eutelsat encourage une revue à la baisse des redevances pour les allotissements, qui seraient applicables pour le type d'AUF discuté ici et qui peuvent aujourd'hui être dissuasives.

Eutelsat reste à la disposition de l'ARCEP pour discuter plus en détail des éléments de cette réponse.